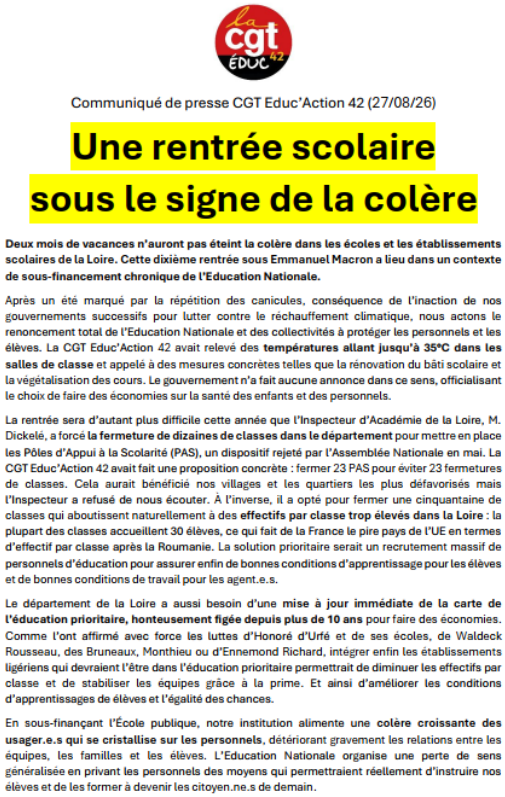
Une rentrée scolaire sous le signe de la colère

lundi 7 septembre 2026, par CGT

Deux mois de vacances n’auront pas éteint la colère dans les écoles et les établissements scolaires de la Loire. Cette dixième rentrée sous Emmanuel Macron a lieu dans un contexte de sous-financement chronique de l’Education Nationale.

Après un été marqué par la répétition des canicules, conséquence de l’inaction de nos gouvernements successifs pour lutter contre le réchauffement climatique, nous actons le renoncement total de l’Education Nationale et des collectivités à protéger les personnels et les élèves. La CGT Educ’Action 42 avait relevé des températures allant jusqu’à 35°C dans les salles de classe et appelé à des mesures concrètes telles que la rénovation du bâti scolaire et la végétalisation des cours. Le gouvernement n’a fait aucune annonce dans ce sens, officialisant le choix de faire des économies sur la santé des enfants et des personnels.



Communiqué de presse CGT Educ'Action 42 (27/08/26)

Une rentrée scolaire sous le signe de la colère

Deux mois de vacances n'auront pas éteint la colère dans les écoles et les établissements scolaires de la Loire. Cette dixième rentrée sous Emmanuel Macron a lieu dans un contexte de sous-financement chronique de l'Education Nationale.

Après un été marqué par la répétition des canicules, conséquence de l'inaction de nos gouvernements successifs pour lutter contre le réchauffement climatique, nous actons le renoncement total de l'Education Nationale et des collectivités à protéger les personnels et les élèves. La CGT Educ'Action 42 avait relevé des **températures allant jusqu'à 35°C dans les salles de classe** et appelé à des mesures concrètes telles que la rénovation du bâti scolaire et la végétalisation des cours. Le gouvernement n'a fait aucune annonce dans ce sens, officialisant le choix de faire des économies sur la santé des enfants et des personnels.

La rentrée sera d'autant plus difficile cette année que l'Inspecteur d'Académie de la Loire, M. Dickelé, a forcé **la fermeture de dizaines de classes dans le département** pour mettre en place les Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS), un dispositif rejeté par l'Assemblée Nationale en mai. La CGT Educ'Action 42 avait fait une proposition concrète : fermer 23 PAS pour éviter 23 fermetures de classes. Cela aurait bénéficié nos villages et les quartiers les plus défavorisés mais l'Inspecteur a refusé de nous écouter. À l'inverse, il a opté pour fermer une cinquantaine de classes qui aboutissent naturellement à des **effectifs par classe trop élevés dans la Loire** : la plupart des classes accueillent 30 élèves, ce qui fait de la France le pire pays de l'UE en termes d'effectif par classe après la Roumanie. La solution prioritaire serait un recrutement massif de personnels d'éducation pour assurer enfin de bonnes conditions d'apprentissage pour les élèves et de bonnes conditions de travail pour les agent.e.s.

Le département de la Loire a aussi besoin d'une **mise à jour immédiate de la carte de l'éducation prioritaire, honteusement figée depuis plus de 10 ans** pour faire des économies. Comme l'ont affirmé avec force les luttes d'Honoré d'Urfé et de ses écoles, de Waldeck Rousseau, des Bruneaux, Monthieu ou d'Ennemond Richard, intégrer enfin les établissements ligériens qui devraient l'être dans l'éducation prioritaire permettrait de diminuer les effectifs par classe et de stabiliser les équipes grâce à la prime. Et ainsi d'améliorer les conditions d'apprentissages de élèves et l'égalité des chances.

En sous-finançant l'École publique, notre institution alimente une **colère croissante des usager.e.s qui se cristallise sur les personnels**, détériorant gravement les relations entre les équipes, les familles et les élèves. L'Education Nationale organise une perte de sens généralisée en privant les personnels des moyens qui permettraient réellement d'instruire nos élèves et de les former à devenir les citoyen.ne.s de demain.